

# Yvette Roudy : "Je ne serai pas la dame d'œuvres du gouvernement"

« Panser les plaies du capitalisme, faire la charité, pratiquer un super-assistanat social ne m'intéressent pas. »  
Inciter les femmes à se tenir debout, oui, elle y consacrera toutes ses forces.

PAR MARTINE STORTI

Elle porte un tailleur, mais pas de chez Chanel. Et, en entrant au gouvernement, elle n'a pas renoncé à nouer un petit foulard rouge autour de son cou. Yvette Roudy n'a pas l'intention de se glisser silencieusement dans les normes. Son chauffeur — qui officiait déjà du temps de Monique Pelletier — n'en revient pas. Une ministre qui monte à l'avant de la voiture, il n'a jamais vu ça !

L'ex-députée socialiste au Parlement européen a délaissé les locaux modernes qu'occupait sur le Front de Seine sa prédécesseuse : des bureaux climatisés « avec des fenêtres qui ne s'ouvrent même pas », très peu pour elle ! Elle a préféré s'installer au siège de l'ancien secrétariat d'Etat à l'Emploi féminin, à deux pas du Champ-de-Mars. Le personnel a suivi, rien dans les mains, rien dans les poches. La ministre de la Condition féminine du gouvernement Barre n'a laissé aucun dossier à la ministre des Droits de la femme du gouvernement Mauroy. Mais il en faudrait davantage pour décourager Yvette Roudy, vieille routière d'un double combat, celui du socialisme et du féminisme.

Raconter la vie de cette femme de 51 ans, mariée et mère de famille, revient presque à tourner les pages d'un roman édifiant. L'enfance se passe à Pessac, dans la banlieue de Bordeaux. Le père est ouvrier, la mère est fille de métayer. La petite Yvette déborde de curiosité et du désir d'apprendre. Exclu, pourtant, d'entrer au lycée, « faute de moyens ». A 17 ans, elle se retrouve sténodactylo chez des courtiers bordelais. Deux ans plus tard, elle rencontre un jeune homme aussi peu

fortuné qu'elle, Pierre Roudy, et l'épouse. Le jeune couple passe le bac en suivant des cours du soir, séjourne deux ans en Grande-Bretagne pour apprendre l'anglais, revient en France, s'installe à Bordeaux puis à Paris.

1964 sera une année charnière

Yvette Roudy, qui a pris dans son cabinet Simone Iff, ex-présidente du Planning familial, est optimiste. Chargée de « promouvoir toutes mesures destinées à faire respecter les droits des femmes dans la société, à faire disparaître toutes discriminations à leur égard

Yvette Roudy, forte de son expérience militante, sait bien qu'il faut sans cesse rappeler et imposer ce lien.

Après son entrée au Mouvement démocratique féminin, avec Colette Audry et Marie-Eyquem, elle a suivi la politique de François Mitterrand. La première campagne présidentielle de 1965, l'adhésion à l'F.g.d.s. puis, en 1971, au nouveau parti socialiste. Néophyte, elle fait ses classes, et durement. Avec six autres femmes, elle est élue en 1967, candidate pour la première fois aux élections législatives. « Déjà à cette époque, la ministre voulait présenter des femmes aux élections. J'ai reçu mon bulletin du feu à Meaux, dans une conscription complètement due d'avance. »

Plus tard, Yvette Roudy quittera les couloirs du Palais Bourbon. Non comme conseillère mais comme assistante parlementaire de Louis Mermaz. Dès lors, désormais une professionnelle de la politique, elle s'occupe du secteur formation. Son action : former les cadres du nouveau parti socialiste. Pendant trois ans, j'ai délaissé le terrain du féminisme, pensant que le P.s. serait parfait et que les femmes y trouveraient tout naturellement leur place. Aux élections législatives de 1973, j'ai déchanté. Le groupe socialiste qui avait quasiment douze effectifs à l'Assemblée nationale ne comptait aucune femme dans ses rangs. J'ai voulu comprendre pourquoi. J'ai écrit un livre, *Femme en marge*, et décidé de battre sur deux fronts : contre le capitalisme et contre le patriarcat. »

L'ancienne secrétaire nationale (suite)



M. Pelletier-Lattès

Yvette Roudy : « Je n'ai rien perdu de ma ténacité. »

dans la vie d'Yvette Roudy. Colette Audry, directrice de la collection « Femme » chez Denoël/Gonthier, lui demande de traduire *la Femme mystifiée* de Betty Friedan. « De ce moment date ma rencontre avec le féminisme théorique, précise Yvette Roudy. Mais le féminisme spontané, affectif, je l'avais découvert beaucoup plus tôt quand, demandant à mes parents pourquoi mon frère pouvait sortir et pas moi, mon père me répondait : "Lui est un garçon et toi, tu es une fille." »

Pas question, pour celle qui dit avoir attrapé, à cette époque, le virus de la politique, de se contenter d'un « ministère gadget ». « Ou j'aurai les moyens d'agir et d'être utile, dit-elle fermement, ou je m'en irai. » Pour le moment,

et à accroître les garanties d'égalité dans les domaines politiques, économiques, sociaux et culturels », elle dispose d'un pouvoir nouveau et important : celui de contresigner tous les textes gouvernementaux qui, de près ou de loin, auront des effets pour les femmes. Un droit de veto ? « Si un texte n'obtient pas mon accord, précise-t-elle, il ne pourra pas sortir. »

Second atout, fondamental à ses yeux, pour réussir là où Monique Pelletier et Nicole Pasquier ont échoué : compter sur un gouvernement acquis, par principe, à la défense des droits des femmes. « Il n'y a pas d'un côté une politique de gauche, de l'autre le féminisme, précise-t-elle. Les deux sont étroitement liés. » Pourtant,

(suite de la p. 66)

à l'action féminine au sein du parti socialiste n'envisage pas son entrée au gouvernement comme l'aboutissement glorieux d'une carrière politique. Mais comme « une étape dans sa vie », une poursuite, au niveau de l'exécutif, d'un combat commencé il y a longtemps. « Sans doute suis-je moins naïve, sans doute ai-je perdu quelques illusions. Mais je n'ai rien perdu de ma ténacité. » Ténacité : un mot qui revient souvent dans la bouche d'Yvette Roudy. Et une qualité absolument nécessaire au poste qu'elle occupe. « Il me faudra aussi du temps », ajoute-t-elle.

#### « Je ne suis pas seule »

Deux axes principaux commanderont, dans les mois qui viennent, son action. D'abord la lutte pour l'emploi et la formation professionnelle. « Aujourd'hui, les femmes représentent 60 % des chômeurs. Et parmi les jeunes qui attendent un emploi depuis plus d'un an, 80 % sont des filles. En revanche, celles-ci ne sont que 35 % à bénéficier du pacte pour l'emploi des jeunes. Ce n'est pas normal. » Méthode envisagée pour combler ces inégalités : celle des « discriminations positives ». En clair, favoriser les femmes partout où elles sont, de fait, en situation d'infériorité.

Second axe, la relecture de la législation actuelle. « Tous les textes votés sous le septennat giscardien ne sont pas entièrement satisfaisants. Mais si les lois sur la contraception et l'avortement, sur l'égalité des salaires, sur la non-discrimination existe dans le travail étaient appliquées, la vie des Françaises changerait dans un sens positif. » Plus précisément, la loi votée à l'automne 1980 sur le travail à temps partiel sera passée au crible. « Cette loi ne me plaît pas. On a prétendu qu'elle aidait les femmes. En réalité, elle les marginalise. Je préfère la réduction du temps de travail pour tout le monde. »

A tout le moins, Yvette Roudy ne manque pas de projets : développement de l'information — notamment en utilisant la télévision pour l'information contraceptive —, lancement d'une étude de fond sur la situation et les demandes des Françaises, lutte contre le proxénétisme, création dans les commissariats et les hôpitaux des services destinés à recevoir les femmes victimes de violences sexuelles, projet de loi contre le sexisme, etc. Et les mentalités ? La ministre propose, en souriant, de passer du ministère de la Condition féminine à

celui du déconditionnement des femmes. « Je sais que je vais me heurter à de très nombreuses résistances, estime la ministre, notamment de la part des médecins ou du patronat. Mais je ne serai pas seule pour les vaincre. Du côté du ministère de la Santé, du ministère du Travail, du ministère de la Solidarité, du Premier ministre et du président de la République, je serai soutenue parce que le gouvernement tout entier travaille à la suppression des inégalités. » Yvette Roudy compte aussi sur de multiples relais pour que les femmes osent davantage revendiquer leurs droits. « Des structures ne demandent qu'à fonctionner, qu'à retrouver dynamisme et souffle pour peu qu'on leur en donne les moyens. Je vais réanimer l'action des déléguées régionales du ministère, m'appuyer sur le Comité du travail féminin, le Centre d'information féminin, les associations, les syndicats. »

Difficile, pour la nouvelle ministre, de répondre dès maintenant des effets futurs de sa politique. Sauf qu'elle entend farouchement participer à l'entreprise commencée par les femmes elles-mêmes, celle de leur libération.

Yvette Roudy souhaite que dans un avenir proche, « les Françaises n'aient plus à faire un voyage à l'étranger pour supprimer une grossesse non désirée. Qu'elles trouvent dans les hôpitaux l'accueil auquel tout être humain a droit. Et qu'elles soient considérées comme des personnes normales quand elles ne font que demander l'application d'une loi. Qu'elles puissent, quand elles le désirent, s'inscrire dans un stage de formation professionnelle. Qu'elles sachent où s'adresser parce qu'elles auront été quotidiennement informées des possibilités existantes par la radio, la télévision et la presse. Qu'elles aient l'audace de porter plainte devant les tribunaux français ou européens parce qu'elles auront été victimes d'une discrimination. Qu'elles puissent suivre des cours du soir ou participer à une réunion politique ou syndicale parce que les modes de garde d'enfants auront été adaptés aux besoins... » Bref, la ministre des Droits de la femme veut permettre à ses concitoyennes de « vivre dans la dignité et la liberté ».

« Je ne serai pas la dame d'œuvres du gouvernement, dit en riant Yvette Roudy. Panser les plaies du capitalisme, faire la charité, pratiquer un super-assistanat social ne m'intéressent pas. Inciter les femmes à se tenir debout, ça oui, j'y consacrerai toutes mes forces. » **F**

## AMBIANCE

# On a gagné. Oui, mais après...

### De Evreux à Pau, le changement c'est parler des plaisirs et non plus seulement des problèmes



Après la victoire du 10 mai, ce qu'elles veulent, intervenir a

PAR MARTINE STORTI

On nous l'a dit et répété : l'arrivée de François Mitterrand à la présidence de la République, c'est l'espoir qui renaît en France. D'accord. Mais l'espoir de quoi ? La réponse, je ne l'ai pas cherchée du côté de la « Française moyenne ». Délibérément, j'ai d'abord interrogé des militantes, celles du Planning familial de

Pau, une section particulièrement active qui a imposé à l'ouverture d'un centre la rupture volontaire de grossesse. Et en a contrôlé pendant des temps le fonctionnement « échantillon », des comités municipales d'Evreux, élues en 1977 sur la liste de gauche. Pourquoi Evreux ? Tout simplement parce qu'une femme y a investi l'investissement du parti socialiste.

que la « base » lui a préféré un homme.

Alors, cette victoire, une chance pour les femmes ? Pas de doute. A Pau comme à Evreux, elles sont ravies « d'avoir gagné ». Ce qui ne signifie pas qu'elles attendent béatement que le paradis tombe d'un quelconque ciel socialiste. Non, elles savent bien que si elles viennent de négocier un virage important, leur route est encore longue.

Premier test du changement pour les militantes du Planning : un autre rapport entre la vie associative et l'Etat. « Jusqu'à présent, explique Dorita, une mère de six enfants, qui milite au Planning depuis 1966, les différents ministères se sont contentés de nous consulter, et encore, pas toujours. Jamais nous n'avons pu suivre un dossier jusqu'au bout, jamais

naire, avec, « au gouvernement, des ministres qui ne sont pas systématiquement opposés à tout ce que nous proposons ».

Une revendication que des conseillères municipales d'Evreux partagent. Prenez Nicole, 42 ans, qui s'occupe de la culture dans cette municipalité de gauche. « Toute la dynamique culturelle est assumée par la ville. A Evreux, le budget de la culture représente 8 % du budget global. Au niveau de l'Etat, on tombe à moins de 1 %. Résultat : des associations qui ne demandent qu'à agir sont bloquées faute de moyens. Nous avons besoin de locaux, d'animateurs, d'équipes capables d'intervenir dans les quartiers. » Ça lui plairait bien, à Nicole, de pouvoir multiplier certaines initiatives, par exemple celles de garderies d'enfants, le soir, pour que les femmes

comment pourraient-elles le faire si des structures ne sont pas mises en place pour le leur permettre ? »

Danielle, 35 ans, mère de trois enfants, professeur de physique-chimie, conseillère municipale, jongle depuis quatre ans pour concilier, comme on dit toujours à propos des femmes, vie familiale, vie professionnelle, et vie politique. L'urgence, à ses yeux, c'est la création d'un statut des élus. « Actuellement, les conseillers municipaux sont parfaitement bénévoles. Pas de mystère : ou ils ont les moyens de ne pas travailler — ce qui est rare — ou ils font des prouesses épuisantes pour courir partout. Je suis à la commission du cadre de vie. Toutes les rencontres avec les administrations se font dans la journée. J'en rate donc beaucoup. Je me bats constamment pour que les réunions se tiennent le soir. Je pense que les élus devraient pouvoir aménager leur temps de travail en fonction de leurs tâches municipales, avoir un mi-temps, par exemple, et une compensation financière. »

Reste que Danielle n'envisage pas de devenir une permanente — « pour ne pas perdre le contact avec les gens » — tout comme les militantes du Planning ne souhaitent pas s'institutionnaliser en courroie de transmission officielle du pouvoir. Simplement, elles réclament les moyens de faire mieux ce qu'elles font déjà. Au-delà, conscientes que la vie des femmes ne sera pas modifiée du jour au lendemain, elles disent : « Il faut changer les mentalités. » Le grand mot est lâché. Et celui d'une « révolution culturelle nécessaire » suit presque aussitôt, que ce soit à Pau ou à Evreux.

### Du bruit pour rien

L'ennui, c'est que rien n'est plus compliqué. Et que rien ne prend plus de temps. Le gouvernement peut-il contribuer à ce changement ? Moue dubitative. A Pau comme à Evreux, on a été échaudé par le ministère de la Condition féminine du septennat précédent. « Beaucoup de bruit pour rien », dit Catou du Planning. Le nouveau ministère des Droits de la femme fera-t-il mieux ? Qu'Yvette Roudy commence par faire appliquer les lois, et notamment celle sur l'égalité dans le travail, ça ne serait pas si mal. Pour les « mentalités », évidemment, on fait moins confiance au gouvernement. « Aucun ministère ne peut imposer le partage des tâches ménagères », remarque Nicole en riant. Tout de même, au vu des stéréotypes qui continuent de fleurir dans les manuels scolaires,



G. Le Querrec/Magnum

Tout un programme.

elles se prennent de colère. Yvette Roudy pouvait mettre poubelle tous les livres qui mentionnent « maman en train de faire la vaisselle » et « papa en train de lire le journal », elles ne seraient pas mécontentes. Une goutte d'eau dans la mer ? Non, un des multiples biais pour que, de génération en génération, les mêmes comportements ne se reproduisent pas.

### Des beaux parleurs

Encore faudrait-il que d'autres institutions — et notamment les partis politiques, y compris ceux de la gauche — laissent leur marabout au vestiaire. A Evreux, la candidature au Parti socialiste a été refusée à la militante qui la sollicitait. « Ce sont les beaux parleurs qui l'ont emporté », préconise Josiane, dépitée que davantage de femmes n'aient pas été candidates. « C'est pour cette raison que je refuse de m'inscrire dans ce parti », dit Nicole. Qu'ont-ils fait pour les femmes ? Nos conquêtes de ces dernières années sont le produit de nos luttes et non de nos noms. »

Dans six mois, les unes et les autres tiendront peut-être d'autres discours. Celui d'une déception ? Celui d'une heureuse surprise ? En tout cas, elles tabourent aujourd'hui sur un souffle d'ouverture « d'espaces de liberté ». Qu'elles sont bien décidées à occuper au quotidien « Nous en avons marre de nous battre pour l'avortement et la contraception » lance Mifa du Planning. Le changement ? Pour Georgette, « ce serait de parler de plaisirs et plus seulement des problèmes ».

Un beau programme ! **F**



dans l'élaboration des mesures.

nous n'avons été associées à la prise des décisions. Et pourtant, nous en savons davantage sur l'avortement, la contraception, la sexualité, que tous ceux qui, de Paris, décident de la vie des gens. » Ce qu'espèrent Dorita et ses amies ? Intervenir désormais dans l'élaboration des mesures, participer aux décisions. Bref, l'Etat ennemi, l'Etat obstacle, devrait devenir un Etat parte-

puissent assister à des spectacles, participer à des réunions. « Nous l'avons déjà fait, de 19 h 30 à 23 heures. Ce sont les élues qui y ont pensé. Les enfants et les parents étaient très contents. Malheureusement, faute de moyens, nous ne pouvons pas le faire souvent. Certains se plaignent que les femmes ne s'impliquent pas dans la vie collective, syndicale, ou politique. Mais